

Juldeh Sowe élu président de Tabital Pulaaku mondial

Page 7



Le président Doumbouya à la tribune des Nations unies

Page 8



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°1051 • LUNDI 28 SEPTEMBRE 2026 • 3000 FG .www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

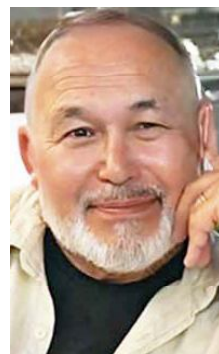
Vite dit... Et si la Gambie tenait enfin sa chance ?

Page 4



Philip Assis : « Nous souhaitons être le partenaire de choix »

Page 3



Chronique Qui sommes-nous ?

De la quête de vitesse aux dérives de l'intelligence artificielle, l'humanité a-t-elle perdu le contrôle de sa propre trajectoire? Daniel Couriol répond. **Page 8**

deuil

Page 3

Décès de l'ancien Premier ministre Sidya Touré

La Guinée et la Côte d'Ivoire perdent un grand républicain

Le décès à Paris de l'ancien Premier ministre Sidya Touré, à l'âge de 81 ans, marque le départ d'une figure d'exception dont la trajectoire aura jeté un pont politique et économique indélébile entre la Guinée sa patrie et la Côte d'Ivoire son pays d'adoption. Témoignage aux premières loges sur le parcours, la méthode et l'héritage d'un grand républicain des deux rives de l'Afrique de l'Ouest. **Pages 9 à 11**



L'attaque hybride contre la France : une plongée dans la réalité

Pages 4&5



Préserver nos lieux, croiser nos récits, bâtir notre avenir

Page 3



L'hommage républicain et lucide de Tibou Kamara à Sidya Touré

Page 11

confidences PUBLIQUES

Fermeture des centres d'accueil des sinistrés de Dar-es-Salam ce mardi

Sauf changement de dernière minute, l'État procèdera le mardi prochain à la fermeture officielle des centres d'accueil temporaires de Dixinn et de la Bellevue, un mois après l'effondrement de la décharge de Dar-es-Salam.

Les commémorations du 2 octobre débutent vendredi

La Guinée célèbre ce vendredi 2 octobre son 68^e anniversaire d'accession à l'indépendance dans le cadre de festivités étalées sur toute la semaine, marquées par le grand retour des défilés militaires et une présence diplomatique internationale remarquée à Conakry.

C'est sous le thème « *S'inspirer du passé pour construire ensemble l'avenir : Notre jeunesse* » que se déroulent, face au siège de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot) sur l'avenue de la République à Kaloum, les commémorations de cette journée historique, rappelant la proclamation d'indépendance du 2 octobre 1958.

Parmi les faits marquants de cette édition 2026, de nombreuses délégations et hautes personnalités venues de la sous-région et de l'étranger feront le déplacement à Conakry afin de prendre part aux cérémonies d'État. Les autorités entendent ainsi mettre à l'honneur les aspirations de la jeunesse tout en célébrant la mémoire collective nationale.

Libre Tribune / Par Daouda Camara

Après Dar-es-Salam et Manéah : prévenir, ou compter les morts

L'histoire bégaye dans notre pays où l'accumulation tragique de catastrophes évitables interpelle tous.

L'ingénieur agropédologue et géomaticien Daouda Camara tire la sonnette d'alarme. Analyse technique et sans concession d'une gestion des risques urbains à la dérive, où l'inaction publique continue de se payer au prix fort.

Le 23 août 2026, vers trois heures du matin, une partie de la décharge de Dar es Salam s'est effondrée sur les habitations. Le bilan des autorités, arrêté quelques jours plus tard, faisait état d'au moins trente et un morts et de vingt-deux blessés. Les habitants du quartier dénonçaient les risques de ce site depuis plusieurs années. La fermeture de la décharge était déjà programmée. Moins d'un mois après, le samedi 19 septembre, de fortes pluies ont mis sous l'eau plusieurs quartiers de Manéah, notamment la zone de Bananeraie Khalo, inondée par le débordement de la rivière Kitema. L'Agence nationale de la météorologie avait pourtant émis une alerte. À Coyah, une école a été ravagée, et la presse locale rapporte 269

personnes sinistrées, un chiffre qui reste à confirmer par un bilan officiel définitif. Interrogé par la presse, un responsable communal a déclaré que les populations avaient été invitées à s'éloigner de la rivière.

Les deux événements n'ont rien en commun dans leur nature. L'un relève de la stabilité d'un site de déchets, l'autre du ruissellement et de la capacité d'un territoire à évacuer l'eau. Ils se rejoignent pourtant sur un point. Dans les deux cas, le danger était connu. Et dans les deux cas, la décision publique n'est pas allée jusqu'au bout.

On commet ici deux erreurs symétriques. La première consiste à nier le rôle des pluies intenses : elles ont été réelles, documentées, et l'alerte météorologique le confirme. La seconde consiste à leur attribuer tout le dommage.

Une inondation devient une catastrophe quand l'eau rencontre un territoire incapable de l'absorber, de la ralentir ou de l'évacuer. À Manéah, plusieurs facteurs méritent d'être examinés ensemble : l'occupation des zones basses, la disparition des espaces naturels de rétention, l'obstruction des ouvrages, un drainage insuffisant, le ruissellement venu des versants, des constructions installées dans les couloirs d'écoulement. Je les cite comme des hypothèses techniques à vérifier sur le terrain, pas comme des causes déjà établies. Ce qui est établi, en revanche, c'est que personne aujourd'hui ne peut dire, document en main, quel est l'état exact de ces ouvrages.

Il ne s'agit pas de désigner des coupables. Une famille qui remblaie sa cour cherche à protéger son logement. Sans plan d'ensemble, elle déplace simplement l'eau vers la maison voisine. La faute n'est pas dans le geste. Elle est dans l'absence de règle qui l'encadre.

Que savait-on des zones dangereuses avant le 23 août ? Qui les surveillait ? Quelles règles s'y appliquaient ? Pour la décharge de Dar es Salam, une partie de la réponse est publique : le danger était identifié, sa fermeture était prévue. Le drame est survenu avant que cette décision ne soit appliquée.

Le Grand Conakry n'a pas de car-

tographie intégrée des risques, un document unique qui croiserait les zones inondables, les cours d'eau, les pentes instables, les sites de déchets, les équipements sensibles, les voies d'évacuation et les zones de repli. Sans cette connaissance partagée, chaque intervention reste ponctuelle. Et chaque saison des pluies produit son lot de bilans.

Cinq décisions, dont quatre qui n'attendent pas forcément un budget :

Un diagnostic rapide de Bananeraie Khalo et des secteurs voisins, sous trente jours : relevés des points bas, des hauteurs d'eau atteintes, des axes coupés, des ouvrages obstrués, des exutoires, des habitations touchées. Ces relevés doivent être géolocalisés et transmis à la commune. Ce travail ne coûte presque rien et se fait avec les moyens dont disposent déjà les services techniques.

Un calendrier de curage et d'entretien publié avant la prochaine saison des pluies, avec les ouvrages concernés, les dates prévues et un mécanisme de contrôle. La protection effective des couloirs d'écoulement, des berges et des zones tampons, ce qui suppose de faire enfin appliquer les emprises hydrauliques existantes.

suite à la page 3

le populaire

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2^e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo, grand reporter : tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com › lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires



www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info
Siège social: 2^e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry – Guinée



www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite : *L'éthique et la déontologie.*



Un pays, une image, un espoir
Site d'informations, d'investigations et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info



Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahima Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.



www.verite224.com

Toutes les infos
en direct
sur la Guinée

suite de la page 2

Le recensement et la surveillance des sites dangereux : décharges, dépôts, versants instables, zones remblayées. Chaque site évalué, avec un périmètre de sécurité et, là où c'est nécessaire, un plan de fermeture ou de relogement. La mise hors d'eau des équipements essentiels, et une alerte locale simple : un message compréhensible, un canal identifié, un point de repli connu de tous, des

consignes validées avec les quartiers, les écoles et les centres de santé.

Une campagne de curage, même menée sérieusement, ne survit pas à trois mois de déchets jetés dans les caniveaux. Un collecteur nettoyé se rebouche. Un canal élargi reste inefficace si son exutoire est bloqué. Un ouvrage neuf échoue s'il a été construit sans étude du bassin versant qui l'alimente.

La prévention urbaine associe quatre éléments que l'on conti-

nue de traiter séparément : l'entretien, la gestion des déchets, la cartographie et les règles d'urbanisme. S'y ajoutent des solutions fondées sur la nature : bassins tampons, espaces absorbants, restauration des berges, végétalisation des versants. Elles ne remplacent pas le génie civil. Elles le rendent efficace.

Ce qui s'est passé à Dar es Salam, puis à Manéah, ne réclame pas une loi nouvelle. La Guinée dispose déjà d'un cadre de réduction des risques et d'adap-

tation qui couvre la gestion des eaux pluviales et la protection des zones sensibles. Ce qui manque, c'est la continuité entre ce cadre, les budgets, les travaux et le suivi public.

Prévenir ne consiste pas à attendre la prochaine pluie pour savoir où l'eau passera. ■

Par **Daouda Camara**
Ingénieur agropédologue
et géomaticien

Ils ont dit

Mamadi Doumbouya à la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies: « Il y a trois ans, depuis cette même tribune, j'avais tenu, avec la franchise que mon pays et notre continent doivent à ce monde, un discours de vérité. J'avais dit que le monde et les modes de gouvernance importés sans adaptation sur notre continent peinaient à porter les fruits attendus par nos populations. Je le maintiens. Mais je reviens aujourd'hui devant vous dans un esprit différent, non pour dénoncer, mais pour partager avec vous les éléments factuels sur les progrès de la République de Guinée. La République de Guinée a organisé l'intégralité de son cycle électoral — présidentiel, législatif, communal — ainsi que l'installation de toutes les institutions, avec des coûts financés à 100 % par le Trésor guinéen. Je le dis avec une fierté légitime devant cette Assemblée : aucune de ces élections, sur toute l'étendue de notre territoire, n'a connu d'incidents significatifs de la part d'aucun des acteurs du processus électoral. C'est la preuve, Mesdames et Messieurs, qu'un pays peut, seul, sur ses propres ressources, organiser des élections crédibles, apaisées et transparentes. »



Mohamed Kefing Kaba, fondateur de l'entreprise NiE, sur l'apport de la plateforme numérique NiE Santé au paysage sanitaire: « Le besoin que nous comblons est d'abord celui du patient et du professionnel de santé. C'est là que se situe notre utilité et c'est de là que tout part. Si nous rendons service aux institutions, ce sera la conséquence de cela et non l'inverse. Cela dit, oui, il y a un apport pour les acteurs publics. Recenser et cartographier l'offre de soins d'un pays est un travail considérable, et nous le faisons établissement par établissement. Aujourd'hui, 270 structures sont référencées et disponibles sur la plateforme. Nous offrons aussi un canal de diffusion direct pour les campagnes de sensibilisation et de prévention, qui touche les gens là où ils cherchent déjà un médecin ou une pharmacie. Ce sont deux briques utiles à n'importe quelle politique sanitaire. »

Libre Tribune / Par Tidiane Diallo

Préserver nos lieux, croiser nos récits, bâtir un avenir commun

Dans la continuité de sa démarche littéraire et politique initiée avec son roman **Guinètâ**, paru le 6 mars 2026 aux éditions La Bruyère en France, **Tidiane Diallo** explore ici les urgences mémorielles de la nation. Ses propositions visent à sauvegarder le patrimoine matériel, outiller la recherche scientifique et léguer aux générations futures un socle de références partagées. À lire !

A l'occasion des 68 ans de l'indépendance de la Guinée, une réflexion sur le défi mémoriel profond sera débattue, notamment sur la pluralité des récits, l'enseignement de l'histoire et la préservation des lieux de mémoire.

« *Quelle mémoire avons-nous reçue, et quelle mémoire voulons-nous transmettre demain ?* » Cette interrogation sera au cœur de la conférence organisée ce vendredi 2 octobre à Lille par la Fédération des Associations Guinéennes des Hauts-de-France (FAG-HDF).

La lucidité voudrait qu'une mémoire nationale solide accueille la pluralité des témoignages sans renoncer à l'exigence des faits. Or, nous n'y sommes pas encore. Les Guinéens sont pourtant condamnés à vivre ensemble et à bâtir un avenir commun, mais ils continuent d'hériter de récits différents, parfois contradictoires, qui alimentent débats et divisions.

Faut-il confronter les récits avec méthode ?

Le travail mémoriel guinéen ne peut pas commencer en 1958. Il doit embrasser l'esclavage, la traite négrière, la colonisation,

les luttes pour l'indépendance, puis la construction de l'État guinéen.

Depuis l'accession à la souveraineté nationale, acteurs politiques, intellectuels, témoins directs, journalistes, historiens et écrivains ont livré leur lecture de l'histoire. Ces récits sont précieux, mais ils ne suffisent pas à fonder une mémoire partagée, surtout lorsque chacun ne retient que ce que sa famille, sa communauté et son milieu politique lui ont transmis.

On peut citer deux personnalités connues : Mamadou Bowoï Barry, dit Petit Barry, journaliste, ancien député et ancien responsable du bureau de presse de la présidence sous le premier régime, emprisonné au Camp Boiro puis exilé, auteur de « *Sept ans sous le mont Gangan* », et Madi-fing Diané, ancien haut responsable de la sécurité, ancien ministre, gouverneur et ambassadeur, auteur de « *Histoire d'une révolution. Maintenant, en vérité il faut tout dire* ».

L'enjeu n'est pas de choisir un camp, puisque leurs récits ne se recourent pas. Il s'agit plutôt d'encourager les historiens à doter la recherche de moyens pour croiser les sources, consulter les archives et privilégier l'investigation scientifique — non pour fabriquer une vérité offi-

cielle, mais pour établir les faits et les replacer dans leur contexte. Et si un comité réunissant historiens, enseignants et scientifiques au sein d'une représentation plurielle se mettait en place pour recenser les sources, recueillir des témoignages vivants pendant qu'il en est encore temps, confronter les récits et proposer un socle de références communes, notamment pour la refonte des manuels scolaires ? Ce sont des pistes de solutions qui demandent des moyens, du temps et de la continuité, deux éléments qui ont trop souvent manqué au fil des périodes politiques.

La mémoire collective se construit-elle d'abord avec lucidité ?

Que lisent aujourd'hui les jeunes Guinéens sur l'histoire contemporaine de leur pays ? Les manuels scolaires et universitaires élucident-ils les recherches historiques, les études anthropologiques et le travail d'archivage ? C'est pourtant la somme de toutes ces dynamiques qui permettra de comprendre l'histoire du pays dans toute sa complexité. Prenez l'exemple d'un visiteur étranger qui arrive à Conakry et demande à visiter les lieux symboliques chargés d'histoire : que lui répondrons-nous ? La question demeure, parce que le pays peine encore à dépasser les égos et à enseigner enfin ce qu'il a vécu pour de vrai. Or, la mémoire se construit aussi dans les lieux emblématiques.

Si le Camp Boiro n'a pas été physiquement effacé, il en constituerait l'un des exemples les plus sensibles, au-delà des controverses et des mémoires qui entou-

rent ce lieu. Dorénavant, la question essentielle est de savoir comment préserver les autres espaces qui ont marqué l'histoire nationale pour en faire des supports de recueillement, de recherche et d'éducation, comme la demande de restitution par l'Etat des biens de l'Almamy Samory Touré et les restes de l'Almamy Bocar Biro, actuellement conservé au Musée de l'Homme de Paris constitue une démarche salvatrice. Dorénavant, la question essentielle est de savoir comment préserver les autres espaces qui ont marqué l'histoire nationale pour en faire des supports de recueillement, de recherche et d'éducation.

Le Rwanda a fait ce choix mémoriel sur le génocide perpétré contre les Tutsi, en associant sépultures, archives, expositions et travail pédagogique. Cela démontre qu'un lieu chargé d'histoire douloureuse peut aussi devenir un espace de connaissance et de transmission.

Nous sommes-nous aussi demandé si la mémoire collective se construisait dans nos commémorations ? L'unanimité estime que célébrer une fête nationale ne devrait pas se limiter à un enthousiasme festif, parce que le 2 octobre demeure un moment majeur de notre histoire nationale. Ce constat ne vise aucunement à nier en bloc ce que les régimes précédents, les historiens, les chercheurs et les scientifiques ont fourni comme travail mémoriel sur la Guinée. Il s'agit plutôt d'une invitation à la réflexion sur le devoir de mémoire collective envers les générations antérieures, celle que nous sommes et celles de demain. ■

Par **Tidiane Diallo**,
Journaliste-romancier et
observateur sociopolitique

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Vite dit...

Et si la Gambie tenait enfin sa chance ?

À moins de trois mois de la présidentielle de décembre 2026, Adama Barrow vient de réussir ce que personne n'attendait de l'ancien opérateur immobilier devenu président par accident de l'histoire. Rallier Essa Faal, l'ancien procureur de la TRRC, la conscience morale de l'après-Jammeh. Rallier Mamma Kandeh, l'éternel troisième homme. Deux signatures qui donnent corps à sa Grande Alliance. Mais au-delà du calcul électoral, c'est un autre enjeu qui se joue. Celui de l'ancrage démocratique.

Nous étions nombreux à craindre le pire. Que ce petit pays de moins de trois millions d'âmes, à peine sorti des bottes du tyran Yahya Jammeh, ne retombe sous le diktat kaki. Que l'hymne retrouvé de la démocratie, de la liberté d'expression et d'opinion, ne soit qu'une parenthèse.

La Gambie n'est pas un pays comme un autre. C'est la principale destination touristique d'Afrique de l'Ouest pour l'Europe. Son unique grande industrie. Cette industrie ne vit que de stabilité, d'image, de liberté. Les touristes ne viennent pas sous les baïonnettes. Ils viennent où l'on respire. Barrow l'a compris.

Face à lui, une opposition éclatée en trois blocs. Darboe et son Gambia First. Bensouda et sa Coalition 2026. Le PDOIS et sa gauche. Tous divisés. Tous audibles, justement parce que Barrow les laisse parler.

C'est là que se joue l'histoire. La Gambie a vocation à devenir un hub démocratique dans une sous-région infestée de putschs. Un laboratoire où l'on prouve que la liberté d'expression rapporte plus que la rente pétrolière.

Monsieur le Président, vous n'avez pas le droit à l'erreur. Vous n'avez pas le droit de porter le bâton du crocodile dictateur que le peuple a arraché et enterré à jamais. Votre rassemblement ne doit pas être une OPA. Il doit être la garantie que plus jamais un Gambien n'aura peur de parler. L'Europe vous regarde. L'Afrique vous observe. Saisissez cette chance !

Car cette démocratie recouvrée, si chèrement acquise sur les cendres du régime Jammeh, reste une conquête fragile. Elle ressemble à cet œuf précieux qu'il faut couvrir sans relâche, à cette pruneau des yeux que chaque Gambien doit protéger avec une ferveur sacrée.

Dans ce tournant historique, la responsabilité d'un tel héritage ne repose pas uniquement sur les épaules du pouvoir en place. Elle incombe tout autant aux tenants de la mouvance présidentielle qu'aux figures de l'opposition. Tous appelés à placer l'intérêt supérieur de la nation au-dessus des querelles d'appareil et des ambitions personnelles.

Dans notre Afrique de l'Ouest secouée par les incertitudes, la Gambie n'a d'autre choix que d'élever son jeu politique au niveau des grands standards civiques. Que l'on milite au sein de la Grande Alliance de Barrow ou dans les rangs des contestataires, le débat d'idées doit primer sur la confrontation, et la tolérance sur la discorde. Protéger cet espace de liberté, veiller au respect des institutions et garantir la paix civile demeurent les seuls véritables garanties d'un avenir prospère. J'ai dit. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Libre Tribune / Par Oleg Nesterenko

L'attaque hybride contre la France : une plongée dans la réalité

Propagande d'État ou réelle vulnérabilité stratégique ? En analysant la communication politique autour des menaces extérieures, cette tribune dénonce ce qu'elle qualifie de manœuvre de distraction face à la dégradation socio-économique du pays.

Oleg Nesterenko, Président du CCIE Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne, livre une grille de lecture sans concession de la situation financière française, affirmant que le véritable piège hybride se referme aujourd'hui sur les marchés de la dette souveraine.

Bonne lecture !

La classe politique européenne « otano-centrique », dont l'une des composantes principales est le groupement d'Emmanuel Macron, a engagé, dès 2022, sa crédibilité et son avenir politique dans le soutien à la guerre menée par l'OTAN contre la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine. Ce pari reposait sur la conviction, fondée sur des analyses superficielles et non intégratives des paramètres clés du modèle politico-économique et socio-culturel russe, d'un effondrement imminent de l'économie et, par extension, du système politique russe sous la pression de la coalition transatlantique. Or, tout au long des dernières années, les forces politiques actuellement au pouvoir en France ont désigné Moscou comme le principal responsable d'une série de difficultés majeures affectant les citoyens français, et ont érigé la Russie en centre de gravité de l'ensemble de leurs actions et de leurs communications, via un outil de propagande massivement surfinancé par les fonds publics : les médias français.

Ainsi, l'hypnose gitane est devenu l'instrument principal de l'action de l'Élysée vis-à-vis des masses électorales françaises qui sont à garder dans l'état de l'obéissance au niveau des approbations de la politique foncièrement destructrice du gouvernement Macron vis-à-vis de l'économie française et de la position de la France dans le



Oleg Nesterenko
Président du CCIE Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne.

monde.

Plus de quatre années se sont écoulées depuis le début de la phase armée de la confrontation Russie-OTAN sur le sol ukrainien. Les discours fallacieux, qui ont auparavant produit des fruits suffisants — notamment dans le cadre du détournement des fonds publics du domaine social, médical et éducatif vers celui de l'industrie de l'armement — commencent à fonctionner de moins en moins bien face à l'aggravation de la dégradation de la situation socio-économique de la France, qui approche à grands pas de la récession. La guerre en Ukraine, devenue un sujet banalisé, et les masses embrigadées, moralement fatiguées par l'absence des moindres résultats promis depuis tant d'années dans la confrontation

avec la Russie, ont exigé un nouvel élan de motivation pour continuer à subir la dégradation de leur situation économique. Ainsi, une nouvelle campagne de propagande a été mise en place et lancée avec force dès l'été 2026, développant le narratif d'une intensification majeure de la menace d'une « guerre hybride orchestrée par la Russie », composée de cyberattaques, de sabotages, d'incursions de drones et d'autres éléments. Cette campagne s'appuie sur les outils classiques du formatage et de la désinformation de la société française, à savoir les médias mainstream français, lesquels, selon une étude de l'Observatoire des médias (juin 2026), consacrent désormais 62 % de leur couverture géopolitique à des contenus alarmistes sur la menace russe, contre 34 % en 2023.

Le fait qu'il n'existe strictement aucun début de la moindre preuve quant à une origine russe de la prétendue « guerre hybride orchestrée par la Russie » — et qu'aucune présentation de ces prétendues preuves n'ait jamais été faite devant le grand public, pas une seule — constitue un élément majeur aux yeux de quiconque n'est pas dépourvu de capacités analytiques ne serait-ce qu'élémentaires. Cet élément a été soigneusement occulté, conformément à l'une des techniques cardinales de manipulation des masses énoncées par Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du Troisième Reich : « *Plus le mensonge est gros, mieux il passe !* ». Pour se rapprocher de la réalité, il suffit de poser la question jadis formulée par Cicéron dans son plaidoyer *Pro Roscio Amerino* : « *Cui bono ?* » — « *À qui profite le crime ?* » — et d'en tirer une conclusion qui ne requiert guère d'effort : faire passer le budget militaire français de 39,2 milliards d'euros hors pensions pour l'année 2021 à 63,4 milliards d'euros hors pensions pour l'année 2027, et ainsi satisfaire les intérêts financiers des lobbys de l'industrie de l'armement, lesquels se trouvent en première ligne lors du partage actuel des fonds publics issus des impôts et

taxes acquittés par les citoyens et les entreprises.

Cela dit, il est loin de ma pensée d'affirmer que la France ne fait pas l'objet d'une attaque hybride. Bien au contraire : elle est bel et bien la cible d'une véritable attaque hybride, dont l'ampleur destructrice dépasse tout ce que la France a connu auparavant et tout ce que les Français imaginent actuellement. Mais cette attaque se situe dans des domaines tout à fait différents de ceux mis en avant dans les campagnes de désinformation orchestrées par le régime actuellement au pouvoir en France — campagnes qui reprennent les schémas narratifs documentés dans les analyses de l'OTAN sur la guerre informationnelle, telles que celles publiées en 2019 dans le *NATO Strategic Communications Centre of Excellence*.

La véritable attaque hybride contre la France

Aujourd'hui, la dette publique française s'établit à près de 119% du produit intérieur brut (PIB), soit plus de 3 570 milliards d'euros, et devrait atteindre un niveau historique de 119,3% à la fin de l'année 2026, selon les projections de la Banque de France et du Trésor public.

Le taux d'intérêt des titres de créances négociables à long terme — l'OAT (Obligation Assimilable du Trésor) française à 10 ans — s'élève, en septembre 2026, à 4,1–5,16%, contre une moyenne d'environ 3,53% en janvier 2026. En conséquence, le taux d'intérêt des obligations d'État français est le plus élevé parmi les pays de la zone euro, dépassant notamment ceux de l'Italie et de la Grèce à la même date.

Cependant, cette dette démesurée, conjuguée à un taux d'intérêt déjà très élevé et en constante augmentation, ne constitue guère le seul danger que court l'économie française. Le profil des créanciers revêt une importance stratégique dans l'évaluation des risques et mérite une attention toute particulière.

suite à la page 5

suite de la page 4

Lorsque ces créanciers sont principalement composés d'investisseurs institutionnels domestiques — banques locales, fonds de pension et compagnies d'assurance nationales — comme c'est le cas, notamment, au Japon, où les investisseurs institutionnels nationaux détiennent 87–90% de la dette japonaise (*Japanese Government Bonds*), les risques de crise financière sont relativement réduits, en raison

de la stabilité relative de ces acteurs. En France, la situation est toute autre. Selon les données de l'Agence France Trésor et de la Banque de France, 57,5% de l'actuelle dette publique française est détenue par des investisseurs étrangers, tandis que les banques françaises, les sociétés d'assurance françaises ou encore les OPCVM français n'en représentent ensemble que 42,5%. Plus préoccupant encore, ce ne sont pas les investisseurs institutionnels,

mais les fonds spéculatifs (*hedge funds*) qui assurent près de 55% des échanges sur le marché des obligations souveraines françaises lors des adjudications et des nouvelles émissions de dette publique de la zone euro, selon les données de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et de la Banque centrale européenne. Quel est le danger des fonds spéculatifs ? Contrairement aux investisseurs institutionnels, les fonds spéculatifs — dont la majorité écrasante est

domiciliée dans des zones offshore (principalement aux îles Caïmans, Bermudes, Bahamas et îles Vierges britanniques) — recourent massivement à l'effet de levier, ce qui expose les bons du Trésor français à une volatilité souveraine importante, surtout en cas d'instabilité budgétaire ou politique. Cette exposition menace directement la stabilité financière systémique de l'État et l'économie réelle, par des logiques de profit financier à court terme.

En pariant contre les obligations d'États fragiles, les hedge funds peuvent aisément transformer une difficulté budgétaire, même ponctuelle, en une grande crise de souveraineté financière. En ce qui concerne la France, les problèmes budgétaires ne sont guère passagers, mais structurels. Le déficit public s'élève à 5,1 % du PIB en 2025, et la Cour des comptes a relevé un dérapage persistant des dépenses publiques, avec un déficit prévisionnel de 5,4 % en 2026, soit un dérapage de 0,4 point par rapport au programme de stabilité présenté à Bruxelles. Dès que les fonds spéculatifs décideront de vendre massivement à découvert les obligations de l'État français, après le constat d'une trajectoire budgétaire défailante, cela provoquera une spectaculaire baisse de leur valeur et fera mécaniquement augmenter les taux d'intérêt, donc le coût du crédit pour la France. Les conséquences néfastes potentielles sont multiples et peuvent aller jusqu'à la faillite financière de l'État français. Notamment, les fonds spéculatifs dits fonds « vautours », spécialisés dans le rachat sur le marché secondaire de la dette des pays proches du défaut de paiement, procèdent au rachat massif de titres à un prix très faible, puis refusent toute restructuration ou annulation de dette, attaquant l'État devant

les tribunaux internationaux et exigeant le paiement de 100 % de la valeur nominale, bloquant ainsi le redressement économique du pays. Le cas de l'Argentine en 2001 et de la Grèce en 2010 en constitue une bonne illustration : les fonds « vautours » ont obtenu des jugements en leur faveur, comme dans l'affaire NML Capital c. Argentine (2014), qui a obligé Buenos Aires à payer plus de 1,5 milliard de dollars, compromettant sa relance économique. C'est le scénario qui s'est réalisé par le passé contre l'Argentine et la Grèce, et la France peut aisément être la prochaine cible. Dans le cadre de ce scénario, dès septembre 2026, la banque américaine Goldman Sachs et la banque allemande Deutsche Bank ont lancé des produits financiers — des paniers d'obligations — dont le principal rôle réel est la spéculation à la baisse sur l'avenir économique de la France. Il est à souligner que ces mêmes banques ont procédé, par le passé, à la mise en place de produits similaires de spéculation à la baisse sur l'avenir économique de la Grèce, juste avant l'effondrement de son économie en 2010, via la crise de la dette publique grecque, laquelle fut à l'origine de la crise financière majeure de la zone euro. Aujourd'hui, la véritable attaque hybride porteuse du danger réel contre la France n'est nullement celle prétendument russe, introduite dans l'imaginaire collectif via la falsification des données reflétant la réalité par le groupement politique actuellement au pouvoir, mais ce sont les fonds spéculatifs — dont aucun n'est d'origine russe — dont le poids décisionnel exceptionnel sur l'avenir économique français n'est que le reflet fidèle de la politique budgétaire profondément irresponsable menée par ce groupement depuis 2019, année de l'accession d'Emmanuel Macron au pouvoir. ■

Par Oleg Nesterenko,
Président du CCIE Spécialiste
de la Russie, CEI et de l'Afrique
subsaharienne

FAG-HDF
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS
GUINÉENNES DES HAUTS-DE-FRANCE

68 ANS

D'INDEPENDANCE DE LA GUINÉE

À LILLE

02 AU 03 OCT. 2026

PROGRAMME

VENDREDI 02 OCT. 2026	SAMEDI 03 OCT. 2026	SAMEDI 03 OCT. 2026
CONFÉRENCE LITTÉRAIRE ET CITOYENNE	GALA DE FOOTBALL DE L'INDÉPENDANCE	GRANDE SOIRÉE CULTURELLE & TROPHÉES AN 68
📍 Salle Alain Colas 53 rue de la Marbrerie 59000 Lille	📍 Terrain Maxime Gorki 6 rue Maxime Gorki 59000 Lille	📍 Salle Alain Colas 53 rue de la Marbrerie 59000 Lille
16H00 - 19H00	08H30 - 13H30	À partir de 19H00

ENTRÉE GRATUITE

8 Équipes | 250 PERSONNES ATTENDUES | ÉVÈNEMENT ASSOCIATIF LILLOIS GRATUIT | REMISE DE TROPHÉES

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Philip Assis, visage et voix de la diplomatie américaine en Afrique francophone : « Nous souhaitons être le partenaire de choix »

En direct de New York et depuis les reliefs du Fouta-Djalou, le porte-parole francophone de la diplomatie américaine, Philip Assis, a accordé une entrevue exclusive au *Populaire*.

Virage commercial, enjeux sécuritaires à l'ONU et appui aux médias. Tour d'horizon des priorités de Washington en Afrique francophone.

En marge de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, la politique étrangère américaine suscite une attention particulière sur le continent africain.

C'est dans ce contexte d'effervescence diplomatique qu'un échange chaleureux s'est noué. A savoir, un entretien exclusif accordé le 23 septembre 2026 via WhatsApp au journal *Le Populaire*, alors que notre équipe sillonnait les reliefs escarpés du Fouta-Djalou. Un massif que Philip Assis connaît bien, lui qui salue régulièrement le climat accueillant de la région ainsi que la courtoisie de ses habitants. Le diplomate offre ainsi un éclairage direct et institutionnel sur la grille de lecture américaine des grands enjeux contemporains.

Le Populaire : M. Philip Assis, face à la progression de l'influence russe au Sahel, comment les États-Unis comptent-ils renforcer leur partenariat avec les pays côtiers comme la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ?

Philip Assis : C'est une situation qui concerne l'Afrique en général, l'ensemble du continent. La relation entre les États-Unis et l'Afrique demeure essentielle. Par exemple, le président Trump a rencontré onze chefs d'État africains dès sa première année à la Maison Blanche, ce qui témoigne de l'importance accordée à ce partenariat. Notre relation a évolué : nous sommes passés d'une logique d'aide à une dynamique axée sur le commerce et l'investissement. Pour nous, il est crucial d'entrete-

nir des liens forts dans le domaine de la sécurité. Cette semaine, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, notre priorité a été d'encourager l'organisation et ses pays membres à se recentrer sur les fondements mêmes des Nations Unies : la paix et la sécurité. Selon nous, au cours des dernières années, l'ONU s'est parfois dispersée sur d'autres sujets éloignés de ces deux piliers centraux. Or, la paix et la sécurité restent fondamentales pour l'organisation et constituent le cœur de la relation entre les

pays africains et les États-Unis.

Selon votre département, la désinformation anti-américaine progresse en Afrique francophone, notamment via TikTok. Quelles actions concrètes prévoyez-vous pour soutenir les médias indépendants dans cette zone ?

Tout d'abord, le principe fondamental pour nous reste la liberté d'expression. Personne ne peut être contraint d'exprimer des opinions favorables aux États-Unis. Concernant notre appui aux

médias, nous misons beaucoup sur la formation et le renforcement des compétences. Nous proposons notamment des programmes d'échanges professionnels réunissant des journalistes africains et du monde entier avec des journalistes américains pour échanger sur le professionnalisme. Pour nous, disposer d'une diversité d'opinions est le symbole même d'une démocratie en bonne santé.

Les États-Unis sont présents en Guinée depuis les années 1960 avec Alcoa au sein de la CBG pour la bauxite, et plus récemment avec Ivanhoe Atlantic pour le fer. Aucune raffinerie d'alumine américaine n'est cependant opérationnelle à ce jour. Quelle est la position de Washington sur l'investissement dans la transformation locale ?

C'est une excellente question. Concernant les projets que vous mentionnez, les États-Unis accompagnent les efforts de la Guinée pour devenir un moteur de croissance régionale et appliquer les normes les plus élevées. Les entreprises américaines apportent avec elles de hauts standards commerciaux, sociaux et environnementaux. Sur la question de la transformation industrielle, nous souhaitons être le partenaire de choix dans le commerce. Nous proposons une relation ouverte et transparente dont chacun peut constater les retombées positives sur l'économie. En Guinée comme dans toute l'Afrique, où la population est très jeune, notre priorité absolue est la création d'emplois pour la jeunesse. La meilleure façon d'y parvenir est de bâtir un tissu économique et commercial dynamique.

Voilà qui est dit ! De New York aux reliefs du Fouta-Djalou, cet échange réaffirme la volonté de Washington de consolider un partenariat fondé sur la transparence, la sécurité et la croissance économique. Un message clair adressé aux acteurs et à la jeunesse d'Afrique francophone. ■

Réalisée par Alpha A. Diallo



En direct de New York, Philip Assis, porte-parole francophone du Département d'État américain, au cours de son entretien exclusif avec *Le Populaire*. (© Le Populaire)

La voix américaine en Afrique francophone

Diplomate de carrière chevronné au sein du Département d'État des États-Unis, Philip Assis a fait sa marque comme acteur clé de la diplomatie publique américaine. Son parcours illustre la diversité des missions de Washington, l'ayant notamment conduit à servir à l'ambassade des États-Unis près le Saint-Siège au Vatican avant de se consacrer au dialogue stratégique avec l'Afrique. Aujourd'hui basé à Johannesburg, en Afrique du Sud, il occupe les fonctions de directeur et porte-parole francophone du Centre régional des médias pour l'Afrique (*Africa Regional Media Hub*), un organe officiel du Département d'État. À ce titre, il a pour mission de clarifier, d'expliquer et de relayer la position officielle des États-Unis auprès des médias et des décideurs d'Afrique francophone. ■

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.



Accompagné d'une importante délégation d'officiels, Juldeh Sowe franchit les portes du palais présidentiel pour une audience solennelle avec le président Adama Barrow, scellant d'emblée son mandat sous le sceau de la cohésion sociale et de la concorde continentale.
(© Le Populaire)

Alhaji Amadu Juldeh Sowe porté à la présidence de Tabital Pulaaku mondial



Fatumata Jalloh de Gambie.
(© Le Populaire)



Maimunah Aliou Baldeh de Gambie.
(© Le Populaire)



Usman Djète Jalloh du Ghana.
(© Le Populaire)



M. Bouha de Tanzanie.
(© Le Populaire)



Fatima Sowe de Gambie.
(© Le Populaire)

À Banjul, le sommet mondial de Tabital Pulaaku a couronné l'unanimité en voyant le Sierra-Léonais **Alhaji Amadu Juldeh Sowe**, porté par 34 pays, prendre les rênes de l'organisation faïtière de la culture peule. Reportage.

Trente-quatre pays, trente-quatre voix, trois jours d'assemblée solennelle, un seul candidat et un plébiscite incontestable. Au terme d'un marathon institutionnel sans fausse note orchestré au *Kairaba Beach Hotel*, l'homme d'affaires et philanthrope sierra-léonais **Alhaji Amadu Juldeh Sowe** prend les rênes de Tabital Pulaaku International, porté à l'unanimité par ses pairs.

Pour mesurer la portée de cet événement qui transforme Banjul en capitale mondiale de la culture peule du 25 au 27 septembre 2026, il faut quitter un instant les moquettes feutrées du présidium et plonger dans la rumeur de la *Pipeline Road*.

Ce dimanche 27 septembre au matin, la chaleur moite de Sene-gambia commence à peine à monter.

À la gargote de **Fatumata Jalloh**, installée au bord de la grande artère reliant l'aéroport international de Banjul à la zone touristique de Kololi, une cohorte de cinq journalistes fait escale, fraîchement débarqués de Guinée. La tenancière les accueille d'un chaleureux mot de bienvenue en

wolof, puis tente le jola, avant d'ajuster immédiatement son tir en devinant la provenance de ses hôtes. Foulard rose noué sans artifice, boubou blanc rehaussé de motifs rouges, cette native de Banjul incarne une Gambie attentive, chaleureuse et connectée. « *On djaama, mes frères ! Vous venez de Mauritanie ou du Nigeria ?* », s'enquiert-elle avec un sourire généreux.

Apprenant leur origine guinéenne, elle s'empresse de servir le petit-déjeuner. Sur le comptoir de bois, le *tapalapa*, consistant et réconfortant pain traditionnel, se garnit de *nyebbeh*, un ragoût de haricots tendres et savoureusement épicés.

Entre deux clients, Fatoumata ne quitte pas son téléphone des yeux. Comme tant d'autres riverains de Kololi, c'est à travers les flux d'*Africaguinee*, de *Wuro TV*, *Kumpital*, *BTA* ou du journal *Le Populaire* qu'elle suit en direct les travaux de la grande organisation faïtière, dont les échos parviennent jusqu'à sa table.

Pendant que la rue vibre de cette fierté populaire, l'enceinte de l'hôtel *Kairaba* affiche la rigueur des sommets internationaux. Dès le vendredi 25 septembre,

l'arrivée continue des délégués venus des quatre coins du globe donne la mesure de l'enjeu. La journée du samedi 26 s'ouvre sous les auspices de la haute diplomatie.

Un happy end à Banjul

Dans la foulée d'un intermède culturel éclatant, l'Assemblée générale extraordinaire s'attelle sans désespérer à la révision des statuts et du règlement intérieur, posant les jalons d'une gouvernance moderne et inclusive, désormais grandement ouverte aux femmes et à la jeunesse.

Ce dimanche 27 septembre, après l'examen des nouvelles adhésions et les témoignages poignants de figures d'autorité comme le **professeur Fary Silate Kah** ou le **général Ila Cissé**, le climax électoral scelle l'unité de la communauté.

Succédant à l'Émir de Kano, Sanusi Lamido Sanusi, **Alhaji Amadu Juldeh Sowe** est acclamé *Lamido* mondial sans l'ombre d'une opposition par l'ensemble des trente-quatre sections nationales.

Au-delà des scrutins et de la mise en place du bureau, les débats résonnent d'une exigeante quête de vérité.

Face aux projecteurs de la presse et au parterre des congressistes, le **Dr Aboubakar Giire** imprime sa marque.

En délégué déterminé venu du Nigeria, il martèle avec une fermeté saluée l'urgence de se conformer à « *l'éthique* » de Tabital

Pulaaku international et « *au respect sacré des textes* ».

Loin d'une simple formule de circonstance, cette exigence de droiture insuffle tout son sens au *Laawol Pulaaku*. Ce « *précieux code d'honneur hérité des anciens, qui élève l'honnêteté en dogme, proscriit le mensonge et rejette sans concession l'injustice sous toutes ses formes* », explique **Usman Djète Jalloh** du Ghana.

Une philosophie que relaye sur le terrain **Djima Adamou**, directeur exécutif de l'ONG *EPaD-Bénin* et figure de proue de la société civile engagée « *dans la médiation pastorale* », « *la préservation des traditions doit impérativement cheminer de pair avec la cohabitation pacifique et le développement* ».

Pour **Maimunah Aliou Baldeh**, de la délégation gambienne, l'émotion affleure à la clôture des travaux. Un sentiment partagé par le représentant de la Tanzanie et de l'Afrique de l'Est de Tabital Pulaaku, **M. Bouha**. Ainsi que par la journaliste **Fatima Sowe**. Tous réaffirment à l'unisson un impératif vital, à savoir « *l'unité sacrée par la sauvegarde du pular, véritable âme du peuple peul* ».

L'élection à peine officialisée, le nouveau président Sowe réserve sa toute première démarche au chef de l'État de la nation hôte.

Accompagné d'une importante délégation d'officiels, il franchit les portes du palais présidentiel pour une audience solennelle avec le président **Adama Barrow**, scellant d'emblée son mandat sous le sceau de la cohésion

sociale et de la concorde continentale. Sous l'objectif des caméras et la bousculade des directs diffusés par les acteurs majeurs des réseaux sociaux, notamment **Sow Blog**, **T-Brown**, **Suleyman Jalloh**, l'influenceur **Iwdi Ko Awdi** de Sierra Leone, **Tidiane La Puissance** des États-Unis, **Mariama Jallow** de Taranga FM en Pulaar de Gambie et sa chaîne *YouTube Mariama Jallow - Media*, **Aisha Bâ** d'Olel TV, **Bolly** d'Afrika Pulaar TV, **Kanny Buruwal** de Kanny TV Bruxelles, **DJ Madiou** du Mali, **Omar A. Diallo** d'Awdi TV et **Diao Diallo**, entre autres, aux côtés des équipes de reporters de **Radio Tethiane**, de **Tarana FM** ainsi que de **Korka's Média**, qui pro-duit et distribue des flux en direct libres de droits, la rencontre fait instantanément le tour du monde, portant l'écho de cet accord bien au-delà des frontières de la sous-région.

Le retour triomphal d'**Alhaji Amadu Juldeh Sowe** dans sa patrie sierra-léonaise est calé pour le samedi 3 octobre 2026. L'Auditorium de l'Hôtel de Ville de Freetown règle déjà les derniers détails d'une réception grandiose où dignitaires, sympathisants et leaders communautaires s'appêtent à célébrer ce qui s'annonce déjà, depuis Banjul, comme un tournant décisif pour la diplomatie culturelle. ■

Par **Alpha A. Diallo**,
envoyé spécial

81e session de l'Assemblée générale des Nations unies

Le président Doumbouya consacre l'émergence du modèle souverainiste national

Trois ans après une première intervention remarquée pour son ton de rupture, le président Mamadi Doumbouya, a prononcé ce mercredi 23 septembre 2026, au siège de l'ONU à New York, un discours de maturité politique et de bilan.

Préférant la force du bilan au registre de la dénonciation, le chef de l'État a mis à profit cette tribune mémorable pour partager avec les nations partenaires la réalité des progrès accomplis par la Guinée. Au cœur de cette allocution solennelle, la réaffirmation d'une doctrine politique claire selon laquelle la souveraineté nationale ne se proclame pas seulement, mais s'exécute. Rappelant la tenue intégrale du cycle électoral sur le sol national, le président Doumbouya a mis en exergue l'autonomie financière et organisationnelle de la Guinée. Affirmant notamment que le pays a conduit ces scrutins sans soutien extérieur et sans incident significatif. Avant d'ajouter qu'il s'agit là de « *la preuve qu'un pays peut, seul, sur ses propres ressources, organiser des élections* ».

Sagesse

- 1 Le savoir est un champ, mais s'il n'est ni labouré, ni surveillé, il ne sera pas récolté.
- 2 Il faut creuser les puits aujourd'hui pour éteindre les soifs de demain.
- 3 Celui qui n'a pas fait la traversée ne doit pas se moquer de celui qui se noie.
- 4 À vouloir secouer tous les arbres, on finit par en secouer un qui abrite un nid de guêpes.
- 5 Lorsque le malheur te suit, le bananier que tu abats dans la savane refuse de tomber.
- 6 L'intrépide de l'Est a intérêt à savoir qu'il y a un autre à l'Ouest.
- 7 C'est Dieu qui puise de l'eau aux termites.



Le chef de l'État a livré à la tribune de la 81e session des Nations unies un plaidoyer équilibré qui fera date dans l'histoire diplomatique de la République. (© Le Populaire)

crédibles, apaisées et transparentes. »

Il a insisté par la suite sur l'adoption de la nouvelle Constitution. Le chef de l'État a démontré que les réformes institutionnelles guinéennes ne visent pas à copier des modèles importés, mais à fonder un vivre-ensemble durable, adapté aux réalités socio-culturelles de la nation.

Sur le plan économique, le discours a trouvé un ancrage concret dans les réalisations d'infrastructures. L'élément central de cette démonstration repose sur la concrétisation du mégaprojet Simandou et de son prolongement stratégique à long terme. Un programme dont il a souligné l'ampleur en ces termes : « *Le programme Simandou 2040 incarne une ambition de transformation structurelle de notre économie. Il ne s'agit pas seulement d'un projet minier, mais d'un véritable levier stratégique pour accélérer le développement des infrastructures, de l'agriculture, de l'énergie, de l'éducation et de la santé.* »

Du réseau routier désenclavé aux trois raffineries d'alumine en chantier, en passant par l'inauguration de la plus grande raffinerie d'or d'Afrique en capacité de production, le président Doumbouya a décliné une vision où les ressources naturelles sont enfin transformées sur place, au profit de la jeunesse et de la formation professionnelle via la *Simandou Academy*.

L'autodétermination pragmatique

S'inspirant des réussites de l'Asie et du Proche-Orient, Mamadi Doumbouya a plaidé pour un partenariat international affranchi des paternalismes et fondé sur le respect mutuel des souverainetés. L'expérience guinéenne, selon lui, montre qu'une nation peut tracer sa propre voie vers la prospérité sans se couper du reste du monde. Une conviction résumée avec force lors de son

allocution.

« *Lorsque les modèles de gouvernance sont adaptés aux réalités historiques, sociales et culturelles de chaque nation, plutôt qu'importés sans discernement, affirme-t-il, le développement devient possible.* »

En inscrivant sa ligne de conduite dans l'affirmation d'une « *Guinée qui avance avec ses propres moyens* », le chef de l'État a livré à la tribune de la 81e session des Nations unies un plaidoyer équilibré, alliant rigueur budgétaire, grands travaux et fierté nationale, qui fera date dans l'histoire diplomatique de la République. ■

Par Tidiane Diallo

Chronique

Qui sommes-nous ?

De la quête de vitesse aux dérives de l'intelligence artificielle, l'humanité a-t-elle perdu le contrôle de sa propre trajectoire ? Revisitant un siècle de foi aveugle dans le progrès technique, depuis les premières révolutions automobiles jusqu'à l'avènement des algorithmes, **Daniel Couriol** signe un plaidoyer vibrant contre la résignation collective. Un appel pressant à reprendre en main les clés de notre avenir. Avant qu'il ne soit trop tard. Lisez !

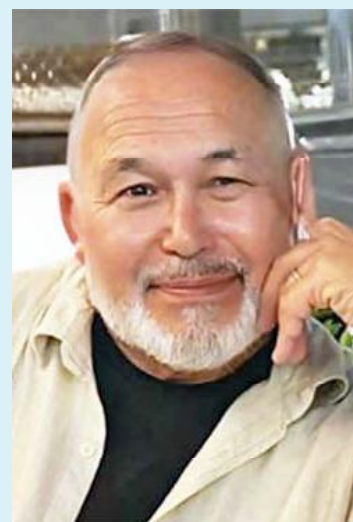
Il fut un temps où le monde prenait de la vitesse. Les publicités des marques automobiles comme Panhard et De Soto montraient combien il était bon, voire chic, d'être pressé.

Après la Première Guerre mondiale, voitures, trains, bateaux et avions étaient censés rapprocher les êtres, les territoires, les pays et les cultures.

L'émerveillement suscité par cette évolution technique était relayé dans les arts.

Picabia, Fernand Léger, Max Ernst et Blaise Cendrars furent parmi ceux qui illustrèrent le mieux cet état d'esprit.

Une Seconde Guerre mondiale après, deux explosions nucléaires et quelques dizaines de millions de morts mirent comme un point final non seulement aux horreurs d'un conflit aux confins de l'apocalypse, mais aussi à la croyance aveugle dans un progrès lié aux révolutions technologiques.



Daniel Couriol
expert-consultant en développement culturel, auteur et ancien directeur du Centre culturel franco-guinéen (CCFG). Il a publié plusieurs ouvrages aux éditions L'Harmattan, notamment *Toi Guinée tu m'as pris dans tes bras* (2017), *Mieux vaut tard que jamais* (2020), consacré aux tirailleurs coloniaux, ainsi qu'un ouvrage collectif, *Embarquement pour Conakry*, Capitale mondiale du Livre 2017.

Le monde a continué à prendre de la vitesse et les humains se sont mis à courir de plus en plus vite, en sachant de moins en moins où ils allaient.

Le regard et le cerveau usés par les écrans, l'humanité a fini par produire une Intelligence Artificielle dont les plus grands spécialistes disent qu'au train fou où vont les choses, ce pourrait être la fin de notre civilisation d'ici à une dizaine d'années.

Adieu Martiens et météorites fatales, le danger ne vient plus de l'extérieur, mais du comportement d'apprentis-sorciers et de leurs modélisations qui pourraient devenir hors de contrôle.

Devons-nous rester des citoyens désarçonnés, comme ces joueurs du Loto ou du Casino à qui l'on dirait : « Rien ne va plus, les jeux sont faits » ?

Laisserions-nous les clés de notre maison à des inconnus ?

Alors, pourquoi confier notre avenir à ceux qui souhaitent ardemment que nous restions simples spectateurs ?

Il est plus que temps de retrouver le sens du message venant d'un spécialiste, Albert Einstein :

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. » ■

Par Daniel Couriol

Décès de l'ancien Premier ministre Sidya Touré

La Guinée et la Côte d'Ivoire perdent un grand républicain

Le décès à Paris de l'ancien Premier ministre **Sidya Touré**, à l'âge de 81 ans, marque le départ d'une figure d'exception dont la trajectoire aura jeté un pont politique et économique indélébile entre la Guinée sa patrie et la Côte d'Ivoire son pays d'adoption. Du haut fonctionnaire rompu aux exigences technocratiques de la Côte d'Ivoire sous le président **Houphouët-Boigny** au chef de gouvernement bâtisseur sous le régime du président **Lansana Conté**, en passant par son engagement à la tête de l'**UFR**, l'homme portait une rigueur d'action et une culture du résultat hors du commun. Témoignage aux premières loges sur le parcours, la méthode et l'héritage d'un grand républicain des deux rives de l'Afrique de l'Ouest.



Sidya Touré savait que la valeur d'une trajectoire réside dans les actes posés au quotidien pour impacter ses concitoyens. (© Le Populaire)

La mort a cette puissance de figer le temps pour révéler l'essentiel. Le vendredi 25 septembre 2026, aux alentours de 23h00 GMT, l'ancien Premier ministre et président de l'Union des forces républicaines (UFR), Sidya Touré, s'est éteint à l'Hôpital Américain de Paris à l'âge de 81 ans, des suites de maladie. Si les déistes murmurent « *Ainsi va la vie* » et les naturalistes rappellent « *le retour inéluctable de toute chose à la terre* », le monde politique et médiatique guinéen perd « *une grande figure* » dont l'existence même faisait office de passerelle vivante entre deux nations sœurs, la Guinée et la Côte d'Ivoire. L'histoire de Sidya Touré est d'abord celle d'un itinéraire singulier. Né le 15 août 1945 à Dimbokro en Côte d'Ivoire de parents guinéens originaires de Kolon, dans la préfecture de Boffa, il portait en lui cette double appartenance fondamentale. Il n'a jamais caché avec fierté son ancrage à Dimbokro autant qu'à Kolon, le berceau familial de Basse-Guinée où reposent ses aïeux et où il s'est affirmé comme un passionné de la terre et un grand agriculteur. Jeune exilé ayant fui le climat politique de la Révolution sous Ahmed Sékou Touré, il a débuté

comme tant de compatriotes par l'enseignement, avant d'intégrer la haute fonction publique ivoirienne sous le président Félix Houphouët-Boigny, puis d'obtenir une bourse ivoirienne pour parfaire sa formation en France.

Le Sidya de Kolon et le Touré de Dimbokro...

De l'enseignement à l'administration centrale ivoirienne, du cabinet de Premier ministre à Abidjan jusqu'à la Primature à Conakry de 1996 à 1999 sous la présidence du général Lansana Conté, Sidya Touré aura servi avec la même rigueur les deux systèmes de gouvernance et les régimes successifs qui ont structuré l'histoire post-indépendance de ces deux nations depuis le 2 octobre 1958 en Guinée et le 7 août 1960 en Côte d'Ivoire. Être né à la fois « *ici et ailleurs* » ou appartenir simultanément aux familles Touba de Guinée et de Côte d'Ivoire n'était pas, pour Sidya Touré, un sujet de débat stérile. Il savait, comme de rares observateurs de la presse l'ont souvent souligné, que la valeur d'une trajectoire réside dans les actes posés au quotidien pour impacter ses concitoyens. Cette exigence de compétence et de pragmatisme technocratique s'est aussi

nourrie de figures tutélaires marquantes, à l'image d'Ibrahima Yomba Kandet de Kissidougou, brillant cadre de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan, pionnier de l'organisation des filières de café et de cacao en Guinée dont Sidya s'était lui-même inspiré.

...marchant d'un pas assuré dans les pas du projet rassembleur.

En l'an 2000, le paysage politique national amorçait un virage à 180 degrés alors que Sidya Touré effectuait son entrée officielle dans le débat public en prenant la tête de l'Union des forces républicaines. L'homme portait alors avec brio la promesse d'une gouvernance axée sur l'efficacité administrative et la rigueur d'action, marchant d'un pas assuré dans les pas du projet rassembleur insufflé dès le départ par le regretté fondateur de la formation, l'ancien maire Goyo Zoumanigui. Ce dernier chérissait d'ailleurs la célèbre maxime latine *Concordia res parvae crescunt*. Laquelle rappelle fort à propos que c'est par la concorde que les plus modestes initiatives grandissent

pour devenir de grands accomplissements. C'est précisément au cœur de cette effervescence, sous le signe de l'exigence technocratique et de l'ambition républicaine, que j'ai eu le privilège d'être invité à joindre l'équipe du journal *Les Échos de Guinée*, me retrouvant ainsi aux premières loges de l'éclosion de sa vision politique. C'est dans cette foulée, au retour d'un perfectionnement en *marketing éditorial*, fort de mon rang de major de la deuxième promotion de journalisme de l'Université de Conakry et riche d'une feuille de route bâtie au sein du magazine économique *Le Palmars* d'Abdoulaye F. Mombeya Diallo, que l'on m'a confié la direction du service informatique ainsi qu'une plume à la rédaction de cette publication. Aux côtés d'un cercle restreint mais hautement qualifié d'experts chevronnés, au premier chef M. Y. Allangba de l'Université de Cocody ainsi que le chevronné Sangho Diaroukou du prestigieux quotidien *Fraternité Matin*, évoluant sous la conduite stratégique du réputé économiste Kayoko Doré, ce « *mandat* » m'aura permis de

constater de visu, sur le terrain, toute la portée pratique d'une culture axée sur les résultats. C'est à leurs côtés, guidé par cet ethos du *primus inter pares*, que j'ai pu mesurer l'exigence de rigueur et l'immense quête d'excellence qui habitaient cet homme d'État hors du commun. Que ce soit au sein de l'entreprise privée ou dans les couloirs de la haute administration publique, Sidya Touré appliquait à la lettre la maxime *nulla dies sine linea*, ne faisant aucun compromis avec la discipline professionnelle, le sens du devoir et la valeur cardinale du travail bien fait. C'est ce grand bâtisseur, ce gestionnaire chevronné rompu aux mécanismes complexes de l'État et ce leader visionnaire que la Guinée et la Côte d'Ivoire pleurent aujourd'hui d'un même élan, unies dans un profond et sincère sentiment de reconnaissance. Le Sidya de Kolon et le Touré de Dimbokro rejoignent aujourd'hui le royaume des cieux. De son berceau guinéen aux terres ivoiriennes qui l'ont vu grandir, Sidya Touré laisse le souvenir d'un parcours remarquable qui aura marqué des générations entières sur les deux rives de notre Afrique de l'Ouest. ■

Par Alpha A. Diallo

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Décès de l'ancien Premier ministre Sidya Touré

« Je perds un compagnon de route et de lutte », dicit Cellou Dalein Diallo

« Je perds un ami, un compagnon de route et de lutte. » C'est par ces mots que Cellou Dalein Diallo réagit au décès de Sidya Touré. Témoin privilégié de sa rigueur à la Primature et allié naturel sur l'échiquier politique libéral, le Vice-président de l'Internationale libérale honore la mémoire d'un grand bâtisseur dont la quête d'une Guinée prospère et démocratique restera un héritage partagé. Lisez !

C'est avec une vive émotion et une immense tristesse que j'ai appris la disparition, ce vendredi 25 septembre 2026, à Paris, de Sidya Touré, ancien Premier ministre de la République de Guinée et président de l'Union des Forces Républicaines (UFR). La Guinée perd un de ses valeureux fils, contraint à l'exil et exproprié. Sidya Touré fut un homme d'État au parcours exceptionnel, un technocrate compétent et rigoureux dont le passage à la Pri-

mature avait permis à la Guinée de renouer avec les institutions de Bretton Woods, d'approfondir les réformes engagées, de s'attaquer à l'épineux problème de l'électricité et, bien sûr, de relancer la croissance. J'ai eu l'honneur d'appartenir au gouvernement que le Général Lansana Conté l'avait chargé de diriger après les douloureux événements des 2 et 3 février 1996. En tant que Ministre, j'ai eu le privilège de travailler à ses côtés et de l'accompagner dans plu-

sieurs de ses missions à l'étranger, notamment à Washington pour renouer avec le FMI et la Banque mondiale, à Bruxelles pour relancer la coopération avec le FED, et à Paris pour encourager les entreprises françaises à investir en Guinée. En politique, on s'est toujours retrouvés du même côté, idéologiquement proches et militant pour les mêmes valeurs. Nos deux formations politiques appartiennent

à l'Internationale Libérale, et nous nous employions ensemble à défendre ces valeurs libérales et à les promouvoir en Guinée. Alliés au second tour de la présidentielle de 2010, nous avons ensemble porté sur les fonts baptismaux le Collectif des partis politiques, qui deviendra par la suite l'Opposition Républicaine, avec pour objectif affiché de revendiquer et d'obtenir l'organisation à bonne date des élections

législatives et communales. Décidément, Sidya Touré et moi avons des destins croisés, souvent amenés à porter la même croix et parfois aussi à subir ensemble des brimades. Ainsi, avons-nous été, tous les deux, harcelés et spoliés, radiés du fichier électoral et vu nos partis politiques dissous. Dieu a voulu ainsi que le destin nous réunisse encore, tous les deux, en exil à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Je perds, avec la disparition de Sidya Touré, un ami, un compagnon de route et de lutte, avec lequel je partageais des convictions fortes, un attachement viscéral pour la Guinée. Notre rêve commun demeure de transformer notre pays, avec toutes ses potentialités, en une économie prospère, régie par les règles et les principes de la démocratie, de l'État de droit et fondée sur une gouvernance vertueuse. En cette douloureuse circonstance, j'adresse à sa famille, à ses proches, aux militants et sympathisants de l'UFR, ainsi qu'aux peuples guinéen et ivoirien, mes condoléances les plus sincères et les plus attristées. ■



Anciens Premiers ministres, Sidya Touré et Cellou Dalein Diallo partageaient le même ancrage libéral. (© Le Populaire)

Alpha Condé salue la mémoire de son ancien Haut représentant

L'ancien président balayé par le coup d'État contre le troisième mandat le 5 septembre 2021 a réagi ce vendredi 25 septembre 2026 au décès de l'ancien Premier ministre Sidya Touré, survenu à Paris à l'âge de 81 ans. Soucieux de saluer le parcours de celui qui fut à la fois un adversaire politique opiniâtre et un collaborateur de premier plan, Alpha Condé a tenu à rendre un hommage appuyé à une grande figure de l'histoire nationale. Tout en concédant des trajectoires divergentes au fil des décennies, Alpha Condé a tenu à souligner que la dignité républicaine devait l'emporter sur les querelles d'hier. En rappelant que leurs par-

cours politiques s'étaient parfois croisés sur des chemins différents et que leurs convictions les avaient conduits à des divergences profondes. Mais que ces désaccords, aussi importants soient-ils, ne sauraient effacer le respect dû à un homme qui a consacré son existence au service de la République. Évoquant l'épisode où Sidya Touré avait accepté d'occuper les fonctions de Haut Représentant du Chef de l'État sous sa présidence, Alpha Condé a mis en avant leur capacité mutuelle à placer l'intérêt national au-dessus des considérations partisans. Il a ainsi précisé que lorsque l'intérêt supérieur de la Nation l'a commandé, ils ont su dépasser

leurs divergences pour se retrouver autour de l'essentiel, la Guinée et son avenir. Avant d'ajouter que c'est dans cet esprit que Sidya Touré avait accepté de servir à ses côtés avec loyauté, dignité et sens des responsabilités. Évoquant la mémoire d'un homme de conviction et de méthode, il s'est également ému des conditions dans lesquelles s'est éteint M. Touré. Il a notamment déploré qu'au moment où la mort rappelle la fragilité des existences et le caractère éphémère des querelles, il demeure profondément regrettable qu'un homme qui a tant donné à son pays ait connu, à la fin de sa vie, l'épreuve de l'exil. ■

Par Racine Dieng



Sidya Touré, ici aux côtés de Baïdy Aribot et du président Alpha Condé. (© Fournie)

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

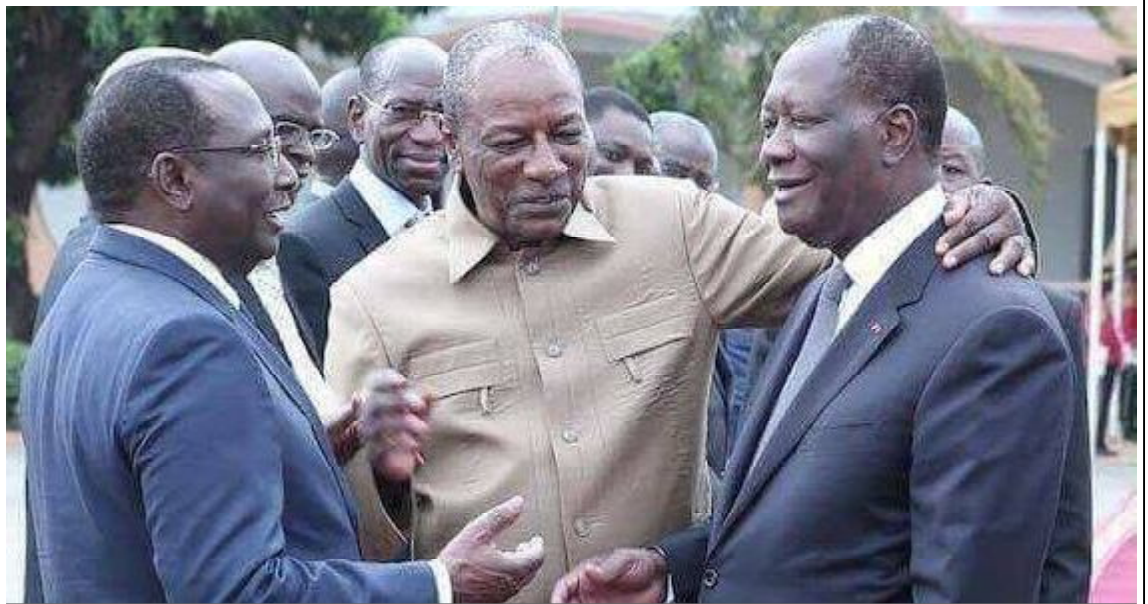
Décès de l'ancien Premier ministre Sidya Touré

L'hommage républicain et lucide de Tibou Kamara à son ancien adversaire

Dans cet article empreint d'émotion et de lucidité philosophique, l'ancien ministre d'État **Tibou Kamara** salue la mémoire de **Sidya Touré**, rappelé à Dieu le vendredi 25 septembre 2026 à l'âge de 81 ans, des suites d'une longue maladie à l'Hôpital Américain de Paris.

Le journaliste à la plume acerbe et homme politique avisé met de côté des années de rivalités et de joutes publiques pour rendre un hommage vibrant au technocrate chevronné et à l'ancien Premier ministre dont la compétence faisait l'unanimité. Cette tribune poignante rappelle combien le mystère de la mort transcende les querelles humaines pour laisser place à l'apaisement, au respect et au souvenir indélébile d'un homme d'État d'exception.

À lire absolument !



Sidya Touré (ici, à gauche) aura été Premier ministre de son pays d'origine, la Guinée, aura fait un parcours élogieux, presque sans fautes dans les hautes sphères de l'État et de l'administration publique ivoirienne, guinéenne aussi. (© Fournie)

La Guinée, en deuil : La vie impose de se battre, jusqu'au bout, la mort oblige à se remettre, sans cesse, en question !

Les grands hommes n'ont jamais une vie tranquille et enviable, confrontés à la violence des épreuves et exposés à tous les dangers des destins exceptionnels et fulgurants.

Sidya Touré est décédé, ce vendredi 25 septembre 2026, à Paris, sur les bords de la Seine, sans crier gare ni avoir fait ses adieux.

Dans la solitude pesante de la maladie et la retraite silencieuse d'un hôpital, il a déposé, définitivement, les armes face à la mort que nul ne parvient à plier à sa volonté, n'a encore vaincue. L'on ne peut s'empêcher de conclure à une ambition présidentielle inassouvie, de déplorer un dépit amoureux avec la Guinée.

Du berceau à la tombe, des premiers vagissements consécutifs à la naissance, à ces cris stridents accompagnant à la dernière demeure, un chemin jalonné d'embûches, d'obstacles, d'épreuves, de fausses promesses, pavé aussi d'illusions fatales comme celles consistant à se croire vainqueur de tous, supérieur et meilleur à chacun. Nous



Tibou kamara
journaliste, ancien ministre d'État, écrivain.

ne sommes tous que de pauvres mortels dont les vies sont aléatoires, compromises dans le temps, fragiles et éphémères. Amis et adversaires de Sidya Touré se retrouvent, aujourd'hui, alors qu'ils furent de tout temps opposés, hostiles les uns aux autres, dans le même élan de sympathie et de compassion pour lui rendre hommage. Le miracle divin de la mort est d'apaiser les cœurs et d'évacuer les vieilles rancœurs. Une pause forcée dans les combats de la vie qui ne sont pas faits de bons sentiments et dispensent de beaucoup de scrupules. Comme chacun d'entre nous, Sidya Touré n'a pas compté

que des amis fidèles et inconditionnels. Il a eu aussi des adversaires irréductibles. Aujourd'hui, le jugement que chacun a pu avoir sur l'illustre disparu ou la nature de la relation entretenue avec lui importent peu. C'est le temps des regrets pour tous les espoirs perdus et différentes occasions manquées et peut-être aussi le moment de certains remords liés à un éventuel sentiment intime et tardif de culpabilité : celui d'avoir fait du mal ou causé du tort à autrui, inconsciemment ou sciemment.

Quoi qu'il en soit, il faut toujours distinguer l'empathie des rapports humains et de la vie sociale des inimitiés et tensions inhérentes à l'engagement public et courantes dans l'arène politique. Il m'a été donné très souvent de croiser le fer avec Sidya Touré dans le débat public, ayant toujours été dans des camps opposés à lui. Certes, il y a eu quelques rares moments de trêve mais c'est l'adversité qui aura le plus marqué les esprits et que l'histoire retiendra aussi. Au-delà du politique adulé par les uns, combattu par les

autres, de la personne que certains aimaient, d'autres ne portaient pas dans leurs cœurs, il y a le haut fonctionnaire qui s'est illustré comme un brillant commis et technocrate rompu à la tâche et surtout comme homme d'État, pétri d'expérience et doué d'un savoir-faire indiscutable. Sur ce point précis, c'est-à-dire, les compétences techniques avérées de Sidya Touré, il n'y a pas la moindre controverse ni aucune réserve. Les querelles viennent d'ailleurs et sont dues à d'autres considérations que celles flatteuses pour lui et unanimement reconnues et acceptées par tous. En tout cas, Sidya Touré aura été Premier ministre de son pays d'origine, la Guinée, aura fait un parcours élogieux, presque sans fautes dans les hautes sphères de l'État et de l'administration publique ivoirienne, guinéenne aussi. Il est de ceux qui ces dernières années ont animé la vie publique nationale. Il ne sera pas oublié de si tôt, car il a marqué son temps et des générations entières. La disparition de Sidya Touré laisse un certain goût d'inachevé et suscite en soi un

vif émoi, car on a espéré qu'il passe ses derniers jours parmi les siens, entouré de ses proches, sur la terre de ses ancêtres. Encore que l'homme propose et Dieu dispose. En attendant d'être rejoint par chacun dans le royaume des cieux à l'occasion de l'ultime voyage sans retour, dont la destination reste inconnue de tous, plus personne ne pourra désormais voir la silhouette de Sidya Touré ni entendre sa voix, si familière à tous : mystère insondable de la mort qui fait de la vie une aventure malheureuse qui commence dans la douleur et finit dans les pleurs. Toutefois, si l'homme avait été déclaré immortel, la vie serait impossible pour tous. La mort demeure donc notre salut à tous, car libère de toutes les souffrances, des suprématies apparentes et des certitudes acquises. Dieu soit loué !

Repose en paix, cher compatriote ! ■

*Par Tibou kamara,
journaliste, ancien
ministre d'État, écrivain.*

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Témoignage

Camp Kwamé N'Krumah: un tournant décisif de ma vie

De la réticence initiale à l'épreuve fondatrice, le passage au Camp Kwamé N'Krumah aura façonné toute une génération de cadres guinéens.

Diplômé de la promotion 1974 Fidel Castro, l'ambassadeur **Djigui Camara** replonge dans les souvenirs éprouvants mais fraternels du service militaire obligatoire sous la première République. Un récit intimiste et historique sur l'apprentissage de la rigueur, de la discipline et du sens de la patrie à un tournant décisif de sa vie.

Bonne lecture !

A la fin de mes études universitaires, comme mes camarades de la promotion 1974, baptisée « Fidel Castro » en hommage au leader de la Révolution Cubaine, un ami et allié de premier ordre de la Guinée et du Responsable Suprême de la Révolution, le Président Ahmed Sékou Touré, j'ai effectué une intense formation militaire au Camp Kwamé Nkrumah dont l'impact a fortement marqué ma carrière professionnelle et ma vie familiale.

La formation militaire était une obligation à laquelle devaient faire face tous les étudiants Guinéens en fin de cycle universitaire avant leur entrée dans la vie active à l'époque de la Guinée révolutionnaire.

Elle se déroulait au camp Kwame N'Krumah du nom de l'ancien Président du Ghana situé au km 36, en dehors de toute agglomération, sur la route nationale Conakry-Dubreka. Durant 2 à 3 mois, les futurs fonctionnaires étaient soumis à une rude formation militaire. Elle comportait outre des cours théoriques sur l'art de la guerre, des exercices d'éducation physiques, des manèges des armes de toute sorte, des exercices de tirs etc. Bref à tout ce qui devait faire de l'étudiant durant son passage dans cette institution un véritable officier exemplaire de réserve à mesure d'organiser et conduire la défense du territoire national et de la Révolution lorsque ceux-ci arrivaient à être menacés par l'impérialisme revanchard, comme ce fut le cas le 22 novembre 1970.



**Ambassadeur
Djigui Camara**
Ancien pensionnaire du
Camp Kwamé Nkrumah
Officier de réserve.

Cette lâche et barbare agression avait amené l'Etat Guinéen à préparer davantage le peuple dans toutes ses composantes notamment estudiantine face à toute éventualité d'attaque extérieure contre le pays. La promotion 1974, baptisée « Fidel Castro », le nom du leader de l'indépendance Cubaine, à laquelle j'appartenais n'a pas échappé à cette règle. Ainsi, nous avons été convoqués dès la fin du mois de juin 1974, nous les étudiants de 5ème année sortants des universités Guinéennes et étrangères. Ce casernement se déroula sans enthousiasme aucune, presque à contre cœur des étudiants dont l'esprit était de profiter des vacances que de se soumettre à des exercices de formation militaire dans un camp coupés des familles et des amis.

Ce camp, devenu célèbre depuis son inauguration quelques années plutôt par le Président Ahmed Sékou Touré, était dirigé par un officier Cubain assisté d'un milicien Guinéen formé à Cuba.

Les cours dans ce temple portaient sur les différentes disciplines de l'art de la guerre. Ils étaient assurés par des Guinéens et des Cubains.

La discipline était de rigueur et se manifestait partout dès le réveil matinal à 5 heures 30 suivi de la montée des couleurs nationales, de l'exercice militaire matinal quotidien d'une heure avant un petit déjeuner fugace et sobre.

Une fois le petit déjeuner terminé, commençaient alors les exercices militaires proprement dits à l'extérieur du Camp sous la surveillance de nos instructeurs. Ces exercices ainsi que d'ailleurs tous les cours étaient donnés par pelotons et régiments constitués dès l'arrivée des étudiants au camp.

Intensifs et très épuisants allant du creusement des tranchées aux opérations de tirs en passant par des cours sur les embuscas et autres, ces exercices constituaient le douloureux quotidien, harassant auquel étaient confrontés les jeunes pensionnaires que nous étions.

Le retour au Camp où était servi un modeste déjeuner s'effectuait à pied sur de très longues distances en fin de matinée.

Après la restauration, une petite pause était généralement accordée avant la reprise des exercices militaires qui duraient toute l'après midi pour se terminer un peu de temps avant le dîner aux environs de dix neuf heures avec un maigre menu.

Il est à souligner que les rations guère suffisantes, étaient néanmoins si équilibrées que malgré leur maigre quantité permettaient aux étudiants de tenir, de garder la forme et d'avoir curieusement meilleure allure à leur sortie.

Les quelques produits alimentaires, envoyés par des parents et amis au camp afin de suppléer à cette insuffisance, ne parvenaient que rarement sinon jamais aux destinataires.

Ils étaient purement et simplement confisqués par l'encadrement qui s'en délectaient sans

vergogne.

Après la restauration du soir, à l'exception de quelques rares jours de conférences organisées à l'initiative des pensionnaires avec l'assentiment de l'encadrement sur des thématiques susceptibles d'intéresser une grande majorité des étudiants, les soirées étaient généralement libres. Ici et là à l'intérieur du camp, se trouvaient des tables de belotes, de damiers, du Lido et que sais je encore.

Des petits cercles de débats idéologiques ou économiques meublèrent également les longues nuits du Camp avant l'extinction des lumières dans les dortoirs qui survenait généralement à partir de vingt deux heures, l'heure de repos et le sommeil de récupération avant le réveil matinal du lendemain qui se faisait par des coups de clairon assourdissants et insistants pour arracher les étudiants du lit. Après un passage à la hussarde dans les toilettes, le rythme journalier reprenait avec beaucoup plus de rigueur que la veille.

Cette vie faite d'exercices et d'efforts physiques intenses a, au-delà de la formation militaire proprement dite, favorisant la naissance d'une grande fraternité et de solides amitiés entre étudiants que les futurs cadres que nous sommes continuons de maintenir et d'entretenir au point qu'un véritable esprit de famille existe au niveau de la promotion 1974. Nous avons également gardé de très bonnes relations avec certains formateurs et membres de l'encadrement Cubains et Guinéens.

Au cours de notre séjour au Camp enfin mémorable, des responsables politiques à tous les niveaux, nous gratifiaient de visites surprises d'encouragements.

Les étudiants étaient alors mobilisés autour du mât pour les accueillir et écouter leurs cours politiques sur les principes de la Révolution en matière de la défense de la patrie. Les interventions et le départ des idéologues étaient souvent salués par des ovations nourries.

Ainsi après des mois d'une formation militaire intense et rigoureuse qui faisaient pâlir les jeunes recrues de l'armée, une cérémonie officielle de fin de

stage de formation était organisée pour clore cette merveilleuse période qui allait marquer à jamais toute notre vie.

Elle allait aussi consacrer hélas le terme d'une autre vie, celle de l'étudiant, une vie d'insouciance de liberté, mais non sans avoir eu le grand mérite de transformer psychologiquement et physiquement des jeunes jusqu'à récemment encore frêles et fragiles insouciantes en de véritables combattants aguerris qui n'ignoraient plus rien de l'art militaire. Bien formés, ils étaient désormais prêts au sacrifice suprême pour défendre leur pays de toute agression d'où qu'elle vienne et sa marche révolutionnaire pour plus de progrès pour le peuple de Guinée.

Ainsi cette cérémonie de fin d'une formation militaire, mal acceptée et mal vécue au départ, devient un douloureux événement, un déchirement avec la séparation forcée des étudiants devenus amis et frères après de nombreuses semaines de vie ensemble, de proximité et de partage mais aussi de disputes, de petites querelles propres à tout regroupement notamment juvénile. Que de beaux souvenirs inoubliables. Des regrets aussi de nous voir quitter les encadreurs exigeants, sévères mais pédagogues et bienveillants, soucieux de nous préparer à la rigueur de la vie professionnelle.

C'est donc finalement avec un cœur lourd sinon meurtri que les étudiants s'en allèrent du Camp et retrouver leurs parents et amis venus les accueillir avant d'entamer ainsi une nouvelle étape de leur vie et de leur destin.

Destin lié à une vie active que nous abordons avec ses défis, ses incertitudes, ses lourdes responsabilités qu'il faut désormais assumer au terme d'une vie estudiantine qui aura duré 5 belles années. Personnellement, et je pense pour tous mes camarades de promotion, le passage au Camp Kwamé Nkrumah a été un tournant décisif de la vie. ■

*Par Djigui Camara,
Officier de réserve
Ancien pensionnaire du Camp
Kwamé Nkrumah*

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

TRICYCLE MULTI USAGE

BK



Motor



MOTEUR :200 CC
CRABOTAGE-
2sieges
CAPACITE :1.6Tonnes

+224 620832972

@BKSTORE 224

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry
Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

La Chine respecte le choix des Etats-Unis quant au terme à utiliser pour désigner l'intelligence artificielle

BEIJING, 26 septembre (Xinhua) -- Concernant le terme à utiliser pour désigner l'intelligence artificielle (IA), la Chine attache de l'importance à la position des Etats-Unis et respecte leur choix de terminologie, a déclaré samedi un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le porte-parole s'est ainsi exprimé en réponse à des questions sur l'utilisation de "super intelligence" plutôt que d'"intelligence artificielle" dans le compte-rendu américain des résultats de la visite d'Etat qui vient de s'achever.

Les présidents des deux pays ont eu des discussions approfondies sur l'IA lors de cette visite, a indiqué le porte-parole, ajoutant que le développement de l'IA était un processus en cours.

"Les parties peuvent multiplier les communications et les échanges de vues approfondis afin de rechercher un consensus en fonction de l'évolution possible de ce processus", a indiqué le porte-parole. ■



RDC/Ebola: le bilan dépasse le seuil des 4.000 morts

Le bilan de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) a dépassé le seuil des 4.000 morts, avec 4.018 décès enregistrés sur un total de 8.300 cas confirmés dans sept provinces du pays, selon les derniers chiffres publiés vendredi par les autorités sanitaires congolaises.

KINSHASA, 2 octobre (Xinhua) - Le bilan de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) a dépassé le seuil des 4.000 morts, avec 4.018 décès enregistrés sur un total de 8.300 cas confirmés dans sept provinces du pays, selon les derniers chiffres publiés vendredi par les autorités sanitaires congolaises.

Au total, 2.162 patients ont été déclarés guéris. Le taux global de létalité s'est établi à 48,4%, selon la dernière mise à jour du ministère de la Santé.

Le bilan réel de l'épidémie d'Ebola en cours en RDC serait probablement plus lourd que celui officiellement rapporté "en raison des lacunes dans la surveillance et la détection des

cas", a averti jeudi l'organisation médicale internationale Médecins sans frontières (MSF). Cette épidémie est dorénavant la plus importante et la plus meurtrière jamais enregistrée en RDC, ainsi que la deuxième plus importante au monde, après celle qui a frappé l'Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016. ■

620 832 972 / 655 400 400

Améliorant Pour La Panification

En images

Italie : Journée internationale du Café 2026 à Rome



Des grains de café sont exposés sur le stand de la République dominicaine lors d'un événement d'expérience de dégustation de café organisé dans le cadre de la Journée internationale du Café 2026 à Rome, en Italie, le 1er octobre 2026. (Xinhua/Wang Kaiyan)



Un membre du personnel prépare du café au stand de la Colombie lors d'un événement d'expérience de dégustation de café organisé dans le cadre de la Journée internationale du Café 2026 à Rome, en Italie, le 1er octobre 2026. (Xinhua/Wang Kaiyan)

En images / Italie : Journée internationale du Café 2026 à Rome



Les visiteurs dégustent du café au stand du Brésil lors d'un événement d'expérience de dégustation de café organisé dans le cadre de la Journée internationale du Café 2026 à Rome, en Italie, le 1er octobre 2026. (Xinhua/Wang Kaiyan)

NOUVEAU

AFRIK Info TV

Désormais **178**

LES CHAINES D'INFORMATION N°256

LES CHAINES AFRICAINES N°408

LES CHAINES NATIONALES N°9

Sur le bouquet

CANAL+

A partir du 07 Juillet

2025